



Chef de projet Education - RCA

Pays : République Centrafricaine - Poste basé à Bambari

Durée : 7 mois (renouvelable)

Prise de poste : Juillet 2018

Conditions : Contrat salarié, salaire mensuel brut de 1550€ à 2100 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'information sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Présentation de TGH

"Acteur d'une solidarité durable et partagée"

Créée en 1994, Triangle Génération Humanitaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

Contexte

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En décembre 2016, 2,2 millions de personnes avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale.

Le bilan humanitaire reste donc préoccupant, avec environ 400 000 personnes déplacées internes et 473 400 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (Cameroun, Congo, Tchad, RDC) depuis décembre 2013.

La crise de 2013 a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles, et l'absence des services sociaux de base est quasiment totale. L'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra en février 2016 dans un climat politique apaisé et la récente mise en place d'un Plan de relèvement et de consolidation de la paix ont suscité certains espoirs dans le pays. Cependant, le redéploiement des services de l'Etat peine à se concrétiser et la situation sécuritaire reste très préoccupante, notamment dans la région de la Ouaka où les groupes rebelles ex-Sélékas et anti-Balaka continuent de s'affronter régulièrement, ce qui a occasionné de nombreux déplacements de populations.

Ainsi, la Ouaka est aujourd'hui considérée comme prioritaire en matière d'aide humanitaire d'urgence. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les personnes déplacées sur les sites ou hébergées en familles d'accueil tout comme celles qui sont retournées dans leurs villages sur les axes autour de Bambari font face à une situation de grande vulnérabilité quant à leur accès à la nourriture et leurs conditions d'existence et leur niveau de résilience.

Faisant face à la volatilité du contexte sécuritaire, la MINUSCA, opération multidimensionnelle des Nations Unies, est notamment en charge de la protection des civils, de la facilitation de l'aide humanitaire et du soutien au processus de transition. Depuis le début de l'année 2016, la MINUSCA a entamé son programme de démobilisation, désarmement et

réinsertion (DDR) afin d'appuyer le renforcement des capacités des autorités locales. Les forces françaises Sangaris se sont progressivement désengagées, au profit des forces armées centrafricaines.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, et de l'éducation. TGH reste ainsi l'une des deux seules organisations humanitaires présentes de manière continue dans cette région marginalisée et excentrée. Les projets qu'elle met en œuvre dans la préfecture sont notamment financés par le CHF (Common Humanitarian Fund des Nations-Unies), l'UNICEF ainsi que le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire.

Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. Surtout, elle assure aujourd'hui une assistance d'urgence aux populations déplacées et aux communautés hôtes dans la ville de Bambari, dans l'ensemble des camps de déplacés autour de Bambari ainsi que dans les villes de Grimari et Ngakobo. Les projets que TGH met actuellement en œuvre sont appuyés par des partenaires financiers tels que ECHO, la FAO, le PAM, ou encore le Centre de Crise et de Soutien.

A Bangui, où le phénomène des enfants des rues connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil. TGH assure la protection des enfants des rues par la mise en place d'un dispositif de prévention des abus à leur rencontre, financé par UNICEF.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une quinzaine de personnels expatriés, d'environ 100 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari).

Présentation du projet

Le présent projet ciblera les déplacés hébergés sur les sites à Bambari (PK8, Aviation, Alternatif, NDV, Sangaris, Pladama Ouaka, Cellule Coton, Elevage et Cité-Maitrise). 10 écoles ont été sélectionnées selon différents critères (proximité des sites de déplacés, effectifs totaux et d'enfants déplacés, qualité des locaux, etc.). Bambari est l'une des villes où l'accueil des déplacés se fait majoritairement par le système de l'éducation formelle. C'est pourquoi, dans le cadre de ce projet, TGH projette notamment de renforcer les capacités des écoles dans la ville. Les écoles sélectionnées par TGH sont les écoles qui, par leur proximité du centre-ville, sont celles qui accueillent le plus fort taux d'enfants déplacés (entre 17% et 76%). Elles ont besoin d'être soutenues afin de garantir un accès à l'éducation sûr, de qualité et officiellement reconnu pour les enfants déplacés.

Ce projet, dont l'objectif principal est d'améliorer les conditions d'accès à l'éducation sûre et de qualité pour les enfants déplacés, permettra de toucher l'ensemble des élèves des écoles concernées. Les enfants déplacés qui ont intégré ou intégreront ces écoles verront ainsi leurs conditions scolaires améliorées, qui bénéficiera aussi à la communauté de façon plus large.

D'autre part, TGH prévoit de doter les écoles ciblées en matériel pédagogique, afin qu'elles puissent répondre aux standards minimum centrafricain de l'éducation et aux normes minimales de l'INEE pour l'éducation. Les enseignants de chacune de ces écoles seront également renforcés par des équipes d'éducateurs, lesquels prendront en charge des groupes d'élèves pour alléger les classes surchargées et d'absorber l'arrivée des nouveaux enfants déplacés. La protection de l'enfance faisant partie intégrante de l'éducation dans l'urgence, des formations seront également prodiguées aux enseignants et aux acteurs étatiques. Ces dernières auront pour objectif d'inculquer aux enseignants les concepts d'approche sensible aux conflits et de promotion de la paix afin qu'ils puissent par la suite les appliquer.

Enfin, à Séko, le premier site d'accueil de personnes déplacées internes (PDI), situé autour du centre de santé, accueillait 2 053 déplacés à la fin du mois de mars. TGH prévoit alors l'installation de deux Espaces Temporaires

d'Apprentissage et de Protection des Enfants (ETAPE) qui permettront d'assurer la continuité de l'apprentissage scolaire ainsi que la protection des enfants pour leur meilleure intégration lors de leur retour dans les écoles.

Les activités de ce projet seront donc :

- Réhabilitation de l'environnement d'apprentissage dans les écoles accueillant des enfants déplacés grâce à la réhabilitation de locaux, la construction de mobiliers scolaires et la construction de latrines et bains de lavages.
- Amélioration des conditions d'enseignements pour les enfants déplacés grâce la distribution de kits scolaires et pédagogiques dans les écoles accueillant des enfants déplacés.
- Formation du personnel enseignant sur la protection de l'enfance et l'appui psychosocial dans les écoles accueillant des enfants déplacés.
- Mise en place des cours d'apprentissage dans les espaces temporaires d'éducation (ETAPE) pour les enfants déplacés sur l'axe.
- Positionnement d'un stock de contingence Education dans l'urgence.
- Organisation d'activités récréatives et psychosociales pour les enfants déplacés.
- Sensibilisation des populations déplacées à la scolarisation des enfants, en particulier des filles.

Poste

Le/la Chef(fe) de projet Education est placé(e) sous la responsabilité du Coordinateur terrain et travaille en collaboration avec le responsable de la cellule technique Education, basé au siège. Il/elle supervise l'équipe dédiée au projet. Il/elle assure la supervision et la gestion des activités Education au sein du projet, à travers la mise en œuvre et le monitoring des activités, la logistique et l'administration liées au projet, et la gestion des équipes. Il/elle assume les responsabilités suivantes :

Gestion de projet

- Superviser la bonne mise en œuvre des activités
- Mettre à jour les outils de suivi et de planification, permettant de mesurer l'avancement et l'impact du projet
- Capitaliser les informations liées au travail effectué en fonction des besoins et opportunités
- Se coordonner avec les ONG, institutions et partenaires œuvrant dans la zone d'intervention
- Participer activement aux réunions du sous-cluster éducation à Bambari

Gestion des équipes

- Réaliser les recrutements nécessaires
- Planifier, encadrer et superviser le travail de l'équipe
- Evaluer le travail de chaque membre de l'équipe
- Renforcer les capacités de chaque membre de l'équipe selon les besoins évalués
- Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe
- Donner des retours au coordinateur terrain et le cas échéant au chef de mission sur les enjeux et problématiques soulevées par son équipe
- Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le coordinateur terrain

Gestion logistique et administrative

- Planifier et réaliser les achats en lien avec l'équipe logistique
- Participer activement au suivi du budget du projet ainsi qu'au prévisionnel des dépenses
- Effectuer le suivi budgétaire du projet en lien avec l'administrateur de la base

Participation à la coordination de la mission

- Participer aux réunions de coordination internes

- Rédiger les rapports internes aux échéances prévues
- Communiquer avec le coordinateur terrain, le chef de mission et le responsable de la cellule technique sur l'avancement du projet, les problèmes rencontrés, les risques évalués, etc. et proposer des solutions
- Echanger autant que nécessaire avec les collègues centrafricains et expatriés sur le déroulement du projet, les interventions prévues, les contacts pris avec les autorités locales, etc.

Reporting / monitoring

- Mettre à jour et diffuser les outils de suivi projet internes
- Participer à la rédaction des rapports d'activités destinés aux bailleurs
- Participer à la rédaction des propositions de projets pour les activités Education

Sécurité

- Veiller à l'application des consignes de sécurité sur la base et par les équipes déployées sur le terrain
- Participer à la collecte et à l'analyse des informations sécuritaires, en lien avec le Coordinateur terrain

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Le contexte sécuritaire impose le respect de règles de sécurité (couvre-feu, suivi des mouvements, etc.). Les déplacements sur le terrain en dehors des villes principales sont possibles mais nécessitent une analyse préalable. Les déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

TGH dispose d'une grande concession bureau-base de vie sécurisée en bordure de la rivière Ouaka et à proximité du centre-ville. Les expatriés partagent une maison / bureau divisés en deux bâtiments distincts et ont chacun leur espace de vie. L'électricité est fournie par un générateur durant les heures de travail, et un système de batterie auxiliaire permet d'alimenter les soirées et weekends. Une connexion wifi est disponible sur toute la base, et le réseau téléphonique est fonctionnel dans la zone urbaine de Bambari. Un retour régulier sur Bangui permet aux expatriés de se reposer et de profiter de certains loisirs disponibles sur Bangui.

Profil

- Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, OI, UE, UNICEF...)
- Maîtrise de la gestion de projet
- Expérience en travail en partenariat
- Connaissances dans le domaine de l'éducation
- Maîtrise des outils informatiques (dont Excel et Word)
- Capacités à mettre en place et à dispenser des formations
- Bonnes capacités rédactionnelles en français
- Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe
- Capacité à vivre dans un contexte sécuritaire instable

Candidature

Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement@trianglegh.org, à l'attention de Laure MAYNARD, Chargée des RH.